

Le Jour, 1952
5 juin 1952

CHRONIQUE DE JORDANIE

La crise dynastique en Jordanie est un sujet de graves préoccupations. L'avenir politique de ce pays est en jeu, avec ce qu'il peut comporter, à brève ou longue échéance, de modification dans le statut politique et territorial.

Aussitôt qu'il s'agit de la Jordanie, l'Irak est en éveil, la Syrie et nous-mêmes. Rien de ce qui touche la Jordanie ne peut être indifférent au Liban. Il nous importe vitalemment de savoir comment la Jordanie orientera son destin.

La première tentative à quoi la Jordanie est exposée est depuis les Hachémites, une tentative irakienne. Ensuite le voisinage syrien constitue un pôle d'attraction naturel. Et Israël convoite les terres de cinq ou six de ses vieilles Tribus : Galaad, Ephraïm, Manasseh ...

De sorte que la maladie du roi Tallal, prépare ou suscite de sérieux problèmes.

Le roi Tallal, que l'on soigne en France, consentira-t-il à abdiquer ? Et s'il n'abdique pas quelle autorité se substituera d'office à la sienne ? Le Conseil de Régence actuel, nommé par lui, ne paraît pas compétent. Le Prince héritier a seize ans et il poursuit ses études en Angleterre. Pour qu'il atteigne sa majorité, il lui faut deux ans encore. Son grand-oncle, l'émir Zeid, qui représente confortablement la Jordanie à Londres, refuse non sans philosophie de présider un nouveau Conseil de Régence ; et du frère du roi Tallal, l'émir Nayef, les Assemblées de Jordanie ne veulent pas.

Rapidement, le prince-régent d'Irak Abdul-Ilah s'est transporté à Amman. Il s'y trouve en ce moment, cherchant à tirer parti des circonstances. Il voudrait une fédération jordano-irakienne de caractère au moins provisoire. Mais on sait combien une telle combinaison répugnerait à Damas ; et davantage encore au roi Ibn-Séoud. La nécessité du statu quo territorial et politique se dégage de là. Et l'on se souvient alors que l'Angleterre est chez elle en Jordanie.

De l'intimité anglo-jordanienne, nous ne sommes pas de ceux qui se plaignent. Jusqu'à un certain point, elle est dans l'ordre, et l'on peut dire dans la nature des choses. La Jordanie était une petite principauté d'outre-Jourdain, créée de toutes pièces par les Anglais. Elle est devenue par leur faveur, le royaume hachémite de Jordanie. Elle avait quatre cent mille habitants. Elle en a huit cent mille depuis qu'elle s'est annexé la zone arabe de Palestine. De surcroît, 400.000 réfugiés venus d'Israël sont établis sur son sol.

Nous rappelons de temps en temps, parce qu'on l'oublie, que la Jordanie fait partie de la Ligue arabe **et qu'à travers elle, en un sens, le Royaume-Uni en fait partie. Le paradoxe ne vaut à nos yeux que parce qu'il montre jusqu'à l'évidence ce que les pays arabes ont de singulier et de contradictoire. D'un côté, la pleine indépendance est revendiquée farouchement mais**

en face d'une dépendance non-dissimulée d'autre part. C'est le plus curieux attelage du monde.

Jusqu'où va la logique du monde arabe, Dieu seul peut le dire. Pour le Liban, la Jordanie est la condition d'un équilibre. L'importance de cet équilibre ajoute à la nécessité d'internationaliser Jérusalem.

La Jordanie actuelle est faite de l'ancien royaume seldjoucide de Kerak et de l'ancienne Seigneurerie d'Oultra-Jourdain : un morceau de Jérusalem à son extrême lisière ne signifie rien. **Il est par contre inhumain de laisser la Ville Sainte écartelée comme elle est pour satisfaire la double passion politique de la Jordanie et d'Israël.**

L'argument anglais que la Jordanie empêche la « Ville arabe » de tomber aux mains des Juifs est des plus suspects. **Si les Nations-Unies signifient quelque chose et si elles ne sont pas mortes, c'est à Jérusalem qu'il faut qu'elles mettent définitivement le bleu ciel de leur drapeau. Autrement il faudrait dire adieu à toute raison comme à toute espérance.**

A toutes ces questions la Jordanie est mêlée ; si elle n'existait pas à vrai dire, sans doute l'inventerait-on. Mais il s'agit maintenant de ne pas laisser commettre quelque faute irréparable.

C'est le temps d'être vigilant et d'avoir l'esprit inventif. Voilà une besogne pressante pour notre politique et pour notre diplomatie.